

1er octobre. Article de la Pieuvre du Midi « *Un jour, il va bien falloir que la vérité éclate et qu'une fois pour toute, on dise au service archéologique municipal que les 2600 ans d'âge de Béziers ne sont qu'une légende urbaine.* » L'idée n'avait pas été reprise par la municipalité Couderc avant que celle de Ménard n'y adhère. « *Et cela n'est repris sérieusement par aucun universitaire, pas un article n'est consacré au sujet dans les revues spécialisées. Mais bon, la mairie, s'appuyant sur les découvertes "très modestes" de son service, le revendique, et le Journal du Biterrois (JDB) le relaie, les Biterrois dociles le croient. Après tout, si le JDB le dit, pourquoi le contredire, n'est-ce pas ? Le souci, c'est qu'il y a des projets qui en découlent (et non des moindres). Le dernier conseil en a amené la preuve. Christophe Huc a cru à la supercherie quand il a appris qu'une étude préliminaire avait été réalisée pour 31 000 euros pour l'élévation d'une statue de 30 mètres de haut du colosse de Rhodes au Domaine départemental de Bayssan. Pourtant le maire - comme il se base sur le "travail" du service archéologique et qu'il croit que la ville a été "créée par des habitants de l'Île de Rhodes" - a expliqué que cela n'était pas "une blague" et surtout, que cela "mérite réflexion" de reconstruire une réplique du colosse.* ». Et la Pieuvre poursuit à propos des dépenses de la ville « *Il est plus que temps que ce gaspillage d'argent public s'arrête. On va vraiment avoir l'air fin quand on saura que tout ça n'était qu'élucubrations. Et on n'aura pas fini de rire des Biterrois... Il faut donc arrêter le massacre* ».

2 octobre. À Marseillan, au cours d'un match de football, un mineur âgé de 16 ans a frappé à coups de crampons un arbitre qui venait de refuser la tenue d'un match de football, pour défaut de présentation du pass-sanitaire. Le jeune agresseur a craché sur l'arbitre, le traitant de « *Sale arabe* » et en prime lui volant ses affaires.

3 octobre. Un jeune homme de 19 ans, admirateur d'Hitler et en possession d'armes de chasse, de munitions et de couteaux, a été interpellé en Seine-Maritime et mis en examen pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle ». Il est notamment suspecté d'avoir voulu commettre une tuerie de masse le jour de la naissance d'Hitler. Il avait entretenu des conversations via internet avec d'autres néo-nazis mais aussi avec Leïla B. Cette jeune fille de 18 ans interpellée à Béziers, en avril dernier, a, elle aussi été fascinée par cette forme de terrorisme. Elle considérait l'homme interpellé comme « *son frère d'armes* » car elle avait aussi le projet d'un attentat contre une église de la Devèze. Leïla B avait adhéré aux thèses de l'islamisme radical. On voit alors que les néo-nazis et les islamisées terroristes ont bien les mêmes haines. Là, c'est le silence qui domine à la mairie de Béziers.

5 octobre. À Montpellier, le jour de la manifestation intersyndicale pour les retraites, un camarade antifasciste a été victime d'une agression par un membre d'un groupe d'extrême droite, probablement des Jeunesses Saint Roch. Il a eu le doigt brisé. Force est de constater que l'extrême droite ultra violente se sent de plus en plus à l'aise dans la capitale héraultaise.

6 octobre. Le groupe identitaire, les Brigandes, installé à la Salvétat-sur-Agout (34), dans les hauts cantons, a annoncé mettre fin à son groupe musical. Ce groupe aux paroles xénophobes, homophobes, sur le "grand remplacement" ou encore dédiée à Jean-Marie Le Pen, est proche de la Ligue du Midi et d'un groupe « d'autodéfense » identitaire appelé « Les Soldats d'Odin ». Une des raisons invoquées serait que « *les possibilités de concert sont quant à elles réduites à une peau de chagrin, vu que nous ne nous plions pas aux exigences de la mascarade sanitaire* ». Cela dit le groupe se réclamant de « La communauté de la Rose et de l'Épée » ne s'arrête pas vraiment « *car il envisage de se réorganiser sous la forme d'un réseau plus dispersé et moins visible.* ». À noter également qu'ils ont lancé une revue Uranus qui veut lutter « *contre les puissances invisibles qui se cachent derrière les puissances visibles* ».

6 octobre. Nouveau sondage et pour la première fois, Éric Zemmour passe devant Marine Le Pen. Il obtiendrait entre 17 % et 18 % des intentions de vote au premier tour (Macron 24%) tandis que Marine Le Pen obtiendrait entre 15 % et 16 %. Dans tous les cas, au deuxième tour selon ces sondages, Emmanuel Macron l'emporterait.

Une chose est sûre, c'est que le raciste d'extrême droite appelé polémiste bénéficie d'une couverture médiatique sans précédent. Ainsi le site Acrimed a recensé du 1er au 30 septembre, 4 167 occurrences de « Zemmour » dans la presse française (agences et déclinaisons en ligne des titres de presse comprises). Soit en moyenne 139 par jour. Finalement, il n'a nullement besoin de dévoiler une quelconque candidature à la présidentielle : les médias la décrètent, avant de la faire exister pour lui. Pour l'instant, Marine Le Pen ne s'inquiète pas. Elle rappelle les divergences de programme qu'elle pourrait avoir avec lui « *Sur le plan économique et social, il s'aligne sur des positions plutôt libérales et conservatrices... je pense qu'il s'intéresse assez peu aux fins de mois des Français* ». Quant à l'autre sujet sur l'immigration, elle affirme « *je ne vois pas la plus-value qu'il apporte à mon projet sur le plan de l'immigration contre laquelle je veux lutter sans faiblesse mais sans excès* ».

7 octobre. Le maire de Béziers était encore sur C-News et une nouvelle fois il a menti en jouant la victimisation. En effet, au cours de son interview, Robert Ménard a expliqué qu'il a été sur France Inter « *il y a seulement 4 ou 5 ans et depuis plus jamais* » Suit une diatribe de l'animateur, Pascal Praud, dénonçant la station de radio du service public. Et pourtant Robert Ménard a bel et bien été interviewé sur cette radio 3 semaines avant (le 13 septembre 2021) et pendant 15 minutes lors de la promotion de son petit opus, « *Chère Marine* ».

8 octobre. Nouvel exemple de la collusion entre l'extrême-droite ultra violente et les complotistes. En effet, quatre hommes dont deux anciens militaires, se revendiquant du groupuscule « Honneur et nation », ont été mis en examen pour avoir projeté des actions violentes. Tous sont proches du français Rémy Daillet, figure des milieux complotistes, impliqué dans le rapt d'une fillette dans l'Est de la France. Trois personnes de ce groupe « Honneur et nation » ont déjà été mises en examen début mai et cinq autres le 24 septembre, pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle ». Les suspects, douze au total, sont notamment soupçonnés d'avoir préparés des actions violentes contre des centres de vaccination qui selon eux sont « *destinés à asservir la population au profit d'un nouvel ordre mondial corrompu* ». Des personnalités ou des journalistes faisaient partis de leurs cibles potentielles. L'idée d'un coup d'Etat, d'un renversement du gouvernement faisait également partie de leur optique. Depuis 2017, cinq autres enquêtes sur des projets d'attentats en lien avec les groupes d'extrême droite ont été ouvertes par le parquet antiterroriste.

8 octobre. La Pieuvre du Midi publie quelques statistiques de l'Insee sur la précarité en France aujourd'hui. Et les chiffres pour Béziers sont alarmants en particulier en centre-ville. Cela contredit la propagande du maire sur « *Le luxe est de retour à Béziers* ».

- Les locataires d'un logement insalubre ou indigne : France, 7,3% ; Béziers, 25,3% ; Centre-ville de Béziers 58,1%.
- Le surpeuplement du logement : France, 23,7% ; Béziers, 38,7% ; Centre-ville 50%.
- La précarité de l'emploi France, 27,9% ; Béziers, 38,2% ; Centre-ville 50%.
- Le chômage : France, 11,6% ; Béziers, 35% ; Centre-ville 51,6%
- Les parents pas en mesure d'agir pour le soutien scolaire : France, 9,7% ; Béziers, 24,8% ; Centre-ville 36,5%

11 octobre. Vous vous souvenez de la fameuse Mutuelle « communale » d'extrême droite (qui est dirigée par la société Traditia et dont le siège était à Bordeaux) ? En 2014, Robert Ménard l'avait

lancé à Béziers puis en 2020 au sein de l'agglomération. Et bien nous avons reçu récemment un rapport de contrôle par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Trois aspects lui ont été reprochés :

- Faire souscrire à ses clients non professionnels des actions d'un fond luxembourgeois.
- Encaisser des fonds de ses clients non destinés à rémunérer son activité.
- Conseiller à des clients de conclure des contrats de prêt avec un établissement non habilité à recevoir des fonds remboursables.

En conclusion de ce rapport *« Au vu de ces éléments, il est prononcé à l'encontre de Traditia un avertissement et, à l'encontre de M. Le Gouz de Saint-Seine (son gérant), un avertissement et une sanction pécuniaire de 50 000 € (cinquante mille euros). »*

12 octobre. Interview de Robert Ménard dans le Midi Libre, sur son installation, comme président de l'Agglo : *« À mon arrivée, l'Agglo ressemblait un peu à une armée mexicaine. Il y avait tellement de chefs ! Trop de chefs... Je suis pour le système à l'américaine : quand j'arrive quelque part, je ne garde que les gens qui ont envie de travailler avec moi, des gens sur lesquels je peux compter à 100 %, qui fonctionnent comme je fonctionne, sept jours par semaine, qui partagent mes ambitions. »*. On voit bien qu'il veut concentrer tout le pouvoir entre ses mains. D'ailleurs, il affirme *« J'ai peu de goût pour laisser l'administration choisir. Le boulot des élus, c'est de faire des choix. Sinon, à quoi servent les élections ? »*. À la question *« Vous avez donc changé pas mal de directeurs. Êtes-vous satisfait de vos choix ? »* Il répond *« Absolument. Ils ont compris mon fonctionnement. Nous avons le même directeur général des services pour la Ville et pour l'Agglo. C'est plus fluide, plus facile. Il n'y a pas de rivalités. Et ce sont des gens qui ont toute ma confiance »*. Puis il accuse basement *« certains élus de l'opposition, [qui] ont pour principal souci le montant de leurs indemnités »* en désignant l'ancien président de l'agglomération, Frédéric Lacas.

13 octobre. Alors, attaqué à plusieurs reprises par Robert Ménard sur la hausse d'impôts, l'ancien président de l'Agglo Béziers Méditerranée, a rappelé un certain nombre de vérités sur l'augmentation des taxes perçues par la communauté d'agglomération. En ce qui concerne les ordures ménagères, il explique que toutes les précédentes taxes ont été votées à l'unanimité des maires de l'agglo (donc aussi par dans Robert Ménard). Et cette année, Robert Ménard a fait voter une hausse de plus de 14 % de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP).

Or, il est un fait établi que le trop-perçu de près de 4 M€ annuels dont bénéficie la Ville de Béziers depuis le transfert de la compétence de ces Ordures ménagères, permettrait de compenser cette augmentation sans augmenter les taxes payées par les habitants. Sauf que depuis 2014, le maire de Béziers s'y refuse. Ce qui représente 24 M€, largement de quoi payer les travaux de mise aux normes du centre d'enfouissement et d'absorber la hausse de la TGAP ! Enfin, concernant la taxe Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations) il faut savoir que les huit communes exclues de la gouvernance n'ont jamais été consultées.

13 octobre. Acte horrible à Agde. Une retraitée de 77 ans a été décapitée et le principal suspect, Jean-Michel Melun, 51 ans, a été mis en examen. Le meurtrier présumé était le mari de l'ancienne femme de ménage de la retraitée qui l'avait renvoyée en 2020 en soupçonnant son mari de lui avoir dérobé de l'argent alors qu'il effectuait chez elle des petits travaux de bricolage. Cela dit, Jean-Michel Melun qui a exercé plusieurs métiers dont celui de boxeur professionnel, était un ancien militant du FN. Il avait quitté la commune d'Hautmont (département du Nord) en 2015 après un échec aux élections municipales. Il avait été condamné notamment pour des faux certificats sur une liste électorale entraînant trois mois de prison avec sursis et deux ans de privation du droit d'éligibilité.

Question ? Robert Ménard va-t-il faire des affiches (comme lors du meurtre de Samuel Paty), montrant le FN qui veut décapiter la République ?

15 octobre. Les gendarmes ont perquisitionné la mairie de Corneilhan dirigée par Bertrand Gelly, maire pro-Ménard au sein de l'Agglo. L'enquête porte sur une plainte pour harcèlement déposée par un ancien policier municipal, victime d'un accident de service en 2018. À sa reprise de travail et suite à son remplacement, le policier a été cantonné dans un ancien lieu de stockage avec ordre de ne pas sortir, de ne pas parler, ni recevoir du public et bien sûr avec interdiction de port d'arme. La Pieuvre du Midi précise que, suite à l'accord de coopération entre la police municipale de Béziers et celle de Corneilhan, l'agent serait devenu gênant. Il a donc subi pressions et intimidations visant à le faire partir.

15 octobre. Officiellement, en tournée pour son livre, Éric Zemmour est arrivé à Nîmes. Dans l'après-midi, Marc Taurelle, élu de droite et animateur de la journée, avait organisé une rencontre avec des chefs d'entreprises. Le général de Richouffitz candidat soutenu par le RN au Grau-du-Roi (Gard), signataire de la Tribune des généraux menaçant de rétablir l'ordre, est lui aussi venu le rencontrer.

Le soir, plus de 900 personnes, sont venues suivre la conférence d'Éric Zemmour et 200 autres sont restés à l'extérieur du Grand Hôtel. Des jeunes portant un Tee-shirt "Zemmour 2022" accueillaient les visiteurs et distribuaient des autocollants avec sa photo. Gilbert Collard est arrivé sous un tonnerre d'applaudissement « *Je suis là par amitié pour Éric et pour maintenir les liens entre lui et Marine. Il a les mêmes idées que nous. On est fait pour s'entendre* » se justifie-t-il. Thierry Jacob, élu RN de Nîmes est venu ici saluer « *le futur premier ministre de Marine Le Pen* ». Monique Tezenas du Montcel qui fut élue à la région avec le RN avant de le quitter, ne demande qu'à reprendre du service pour la campagne. Jacques Bompard (maire d'Orange) et son fils Yann entouraient l'ancien compagnon de route de Jean-Marie Le Pen : Jean-Claude Martinez. De nombreux membres de la droite étaient là aussi. Des LR et Ludovic Bouix, membre de l'UDI, conseiller municipal de la Grande Combe qui avait publié sur sa page Facebook un ignoble commentaire homophobe et raciste contre le maire communiste de la ville. Avec 50 minutes de retard, Éric Zemmour est monté sur scène aux cris de « Zemmour Président »

15 octobre. Le même jour à Montpellier, le RN héraultais a organisé un meeting avec en « vedette » le maire de Perpignan, Louis Aliot et le conseiller régional du RN, Jean-Paul Garraud. Frédéric Bort, secrétaire départemental du RN dans l'Hérault a expliqué que cette rencontre était prévue depuis longtemps suite aux scores de juin dernier, loin d'être à la hauteur de ce qu'ils avaient espéré, et que cela n'avait donc rien à voir avec la venue d'Éric Zemmour dans la région. Cela dit, la concurrence Zemmour « *celui qui divise le camp national et qu'à force de parler de Zemmour, on oublie notre principal adversaire : Macron* » a bien été abordée par Louis Aliot.

Même « l'Union des droites prônée par le maire de Béziers a été critiquée... « *Moi, je crois à l'Union des patriotes, des nationaux, des vrais républicains mais pas à une Union des droites qui n'a aucun sens. La droite nous a fait la guerre depuis toujours et elle continue de la faire y compris chez moi à Perpignan* » a asséné le maire de Perpignan. Pour Jean-Paul Garraud, « *Tout cela c'est de l'écume, l'important, c'est la sécurité, c'est le pouvoir d'achat* ». Et Louis Aliot, de menacer « *La France est majoritairement en très grande souffrance... Et la double peine c'est la sécurité dans les rues. C'est dramatique et il n'y a aucune réaction de l'État... Les gens sont excédés. Cela se terminera mal si l'Etat ne le fait pas, ce sont les gens qui par autodéfense, s'y mettront. On n'en est plus loin* ».

15 octobre. Le même soir, à Béziers, un collectif de plusieurs associations de plus de 100 personnes (Attac, Béziers Citoyen, la Cimade, Ensemble !, Génération•s, LDH, PCF, PS, UL CGT Béziers, l'Union syndicale solidaire et Visa 34) s'est rassemblé devant la mairie de Béziers pour protester contre la venue d'Éric Zemmour à Béziers le lendemain. Les signataires ont notamment rappelé que « *l'extrême-droite est une machine à exclure, à diviser et à casser les acquis sociaux.* ». À noter que la FI et EELV ont dénoncé la venue d'Éric Zemmour sans appeler à ce rassemblement.

16 octobre. Après un passage rapide à la promenade du Peyrou à Montpellier pour contempler la statue de Louis XIV, Eric Zemmour était reçu à l'hôtel de ville de Béziers par Robert Ménard. En fait, après avoir soutenu « Eric contre Marine », puis Marine contre Eric, et voyant les sondages évoluer en faveur de ce dernier, explique maintenant qu'il soutiendra le candidat le mieux placé. On reconnaît là l'homme qui cherche seulement à se placer car « *je suis l'un des rares à parler aux deux. Je veux être une passerelle entre l'un et l'autre" et les ré-inviter d'ici février* ». Après sa visite à la mairie, Éric Zemmour est venu faire sa conférence dans la salle Zinga Zanga où les 1150 réservations étaient parties en quelques jours. Une centaine de déçus sont restés dehors pour l'écouter. Là encore Éric Zemmour est arrivé avec 50 minutes de retard avant de monter sur scène.

Suite à cet emballement médiatique incompréhensible pour cet homme plusieurs fois condamné pour racisme, voici quelques-unes de ces idées nauséabondes que les lecteurs de ces faits et méfaits de l'extrême droite ont déjà largement entendus dans la bouche du maire de Béziers. Pour lui « *la France est un État assiégé de l'intérieur par une démographie exubérante islamique qui impose des contre-sociétés dans des quartiers, des départements et des villes comme des espèces de concessions coloniales du temps de la Chine* ». Affirmant sans même citer ses sources que « *Deux millions d'immigrés sont arrivés en France depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron.* Alors dans sa théorie du « Grand remplacement » chère à Robert Ménard et à toute l'extrême droite violente il affirme que « *Nous sommes en train de changer de peuple* ». C'est pour cette raison qu'il faut pour lui « *interdire les prénoms étrangers* » et « *refranciser* » le pays. « *Chez moi, on doit donner des prénoms dans ce que l'on appelle le calendrier, c'est à dire les saints chrétiens* » précise-t-il. Sur LCI, Éric Zemmour évoque aussi les « *lobbies antiracistes et LGBT* » dont « *il faut extirper la propagande de l'école* » ? En fait, Éric Zemmour cherche à orienter le débat des présidentielles autour des questions d'Identité, souveraineté, frontières, démographie. En cela, il semble fidèle aux thèses du théoricien marxiste Antonio Gramsci et aux re-formulations développées par la Nouvelle Droite : « *La victoire politique passe d'abord par la conquête culturelle des esprits* ». Et cette conquête culturelle passe par la « *contestation de l'innocence du capitaine Dreyfus* », « *la condamnation de Zola et des dreyfusards* », « *la réhabilitation de Maurras* », « *la réhabilitation de Pétain et de Vichy dans le soi-disant sauvetage des juifs français* » quitte à mentir sans complexe. Par exemple, dans son livre « *Le suicide français* » il loue la « *stratégie adoptée par les Pétain et Laval face aux demandes allemandes : sacrifier les Juifs étrangers pour sauver 95 % des Juifs français* » (alors que le régime de Vichy après avoir arrêté les juifs étrangers a poursuivi les arrestations de juifs français et déporté 24 000 d'entre eux).

Ensuite il a affirmé dans l'émission Répliques du 17 novembre 2018 que « *90 % des résistants à Londres étaient camelots du roi ou à l'Action française* ». Il suffit pourtant de regarder la liste des 1 038 compagnons de la Libération ou plus encore la liste des membres des Forces françaises libres (FFL), pour se rendre compte de l'inanité de ces affirmations. La plupart des militants de l'Action française et des camelots du roi ont en fait été des collaborateurs zélés du régime vichyste.

Cette volonté de mettre en avant contre toute réalité historique la résistance maurassienne (comme Robert Ménard qui récemment exaltait les livres du secrétaire de Jean Moulin : Daniel Cordier) se double d'une défense de Maurice Papon pendant la Seconde Guerre mondiale » au nom de l'obéissance à l'État. Ne reste plus qu'à parachever le dispositif et à attaquer les instruments de lutte

contre l'antisémitisme et le racisme. La loi Pleven signe selon lui la « *fin de la liberté d'expression en France* ». Et la loi Gayssot réprimant le négationnisme « *enserme dans un corset toujours plus serré la liberté de pensée* ».

Enfin, on peut aussi parler aussi de la misogynie et du machisme d'Éric Zemmour qui sont des réflexions récurrentes dans tous ces livres. Ainsi, il explique tranquillement que « *Dans une société traditionnelle, l'appétit sexuel des hommes va de pair avec le pouvoir. Les femmes sont le but, le butin de tout homme doué qui aspire à grimper dans la société. Les femmes le reconnaissent, l'élisent, le chérissent* ».

17 octobre. A l'appel de la LDH des Hauts Cantons, et soutenu par l'association France-Algérie, le Mouvement de la paix, SOS Racisme et le Parti. Communiste de Béziers, quelques militants ont rendu hommage aux Algériens victimes de la répression policière à Paris lors de la manifestation du FLN le 17 octobre 1961. Ce jour-là la police sous les ordres du préfet de police Maurice Papon a assassiné froidement de nombreux manifestants lors d'une manifestation qui se déroulait, dans plusieurs endroits de Paris, pour protester contre le couvre-feu imposé aux algériens seuls et pour réclamer l'indépendance de l'Algérie. On parle de 200 morts dont certains ont été jetés dans la Seine. A l'image de la manifestation parisienne des fleurs ont été jeté dans l'Orb. La veille, sur le pont de Bezons, le chef de l'Etat français est venu déposer une gerbe sur les bords de Seine et dans son communiqué il a (enfin) reconnu « *les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de du préfet de police de l'époque Maurice Papon* » mais n'a pas parlé du crime d'Etat. Le mot police n'a pas, lui non plus, été prononcé. Et Marine Le Pen a insisté pour dire « *Emmanuel Macron continue de rabaisser notre pays. Ces repentances à répétition deviennent insoutenables et attentent à l'image de la France* ». Les participants ont demandé également aux autorités de retirer la stèle, souvent honorée par Robert Ménard, dédiée aux terroristes de l'OAS située dans le cimetière de la ville.

18 octobre. Interview dans le Midi Libre du nouveau préfet de l'Hérault, Hugues Moutouh, (ancien chef de cabinet de Sarkozy) qui se distingue par son surnom de "préfet bulldozer". Extraits : « *Je suis un homme d'action et tant que je resterai à Montpellier, je résorberai les bidonvilles et les squats et j'éloignerai les étrangers en situation irrégulière, vous pouvez me croire, je le ferai. Et je m'attaquerai aux trafics de drogue* ». Sur la fermeture des camps roms, il déclare : « *Mais qu'est-ce qui avait été fait depuis dix ans, si ce n'est la démultiplication des bidonvilles ? La décision de justice avait été prise et le concours de la force publique avait déjà été octroyé. Quand tout concorde, mon devoir c'est d'agir. Donc bulldozer... si ça veut dire agir...* ».

Sur la délinquance « *À Montpellier, le taux de délinquance est beaucoup trop élevé. Et il y a de l'insécurité, due à la présence de publics particuliers, des bandes de mineurs non accompagnés [MNA], de jeunes Bosniaques comme cet été. Tous les MNA ne sont pas délinquants naturellement, mais sur les 700 hébergés, environ 200 ont été interpellés une ou plusieurs fois* ».

Sur le commissariat de Montpellier qui de manière récurrente refuse de prendre en compte les plaintes pour viols, il affirme que « *c'est scandaleux de dire qu'il y a une culture de dénigrement dans ce commissariat.... Et mon rôle est de dire que ce lynchage est inacceptable. Les policiers sont formés et font bien leur boulot* ».

20 octobre. Éric Zemmour, qui a dit ouvertement vouloir ôter les pouvoirs aux médias, s'est amusé à prendre pour cible des journalistes avec un fusil de précision lors de la visite du salon Milipol. En pointant un fusil Sniper baptisé « Ultima Ratio » utilisé par le RAID pour tuer à 800 mètres, chargeur 10 coups, monté avec un silencieux, il a dit « *Ça rigole plus hein, poussez-vous, reculez !* ». Évidemment, il a affirmé par la suite que « *C'était pour rire* ». Cependant quelques jours plus tôt, à Béziers, il avait confirmé sa vision des médias « *Nous avons des contre-pouvoirs qui sont devenus le*

pouvoir, c'est-à-dire la justice, les médias, les minorités. Nous devons enlever le pouvoir à ces contre-pouvoirs ».

21 octobre. Le Comité de liaison biterrois pour l'abolition de la corrida a finalement manifesté contre les journées taurines de Béziers. En effet, l'arrêté préfectoral venant du sous-préfet Pierre Castoldi (ancien chef de cabinet de Brice Hortefeux, du temps de Sarkozy) visant à interdire toute manifestation au-delà de 500 mètres autour des arènes et de 300 mètres autour du théâtre au nom du « *trouble à l'ordre public* » a été retoqué par le juge des libertés. Le juge a reconnu le droit légitime de manifester mais pas à plus de 10 personnes.

21 octobre. Article de Mediapart sur les soutiens de la fachosphère à Éric Zemmour. L'article présente la soirée de lancement du nouveau média *Livre noir*, lancé par deux proches de Marion Maréchal pour accompagner la candidature du raciste d'extrême droite. Dans notre région, on trouve parmi les membres des comités de soutiens plusieurs militants royalistes de l'Action française. « *Leur a-t-on demandé d'être discrets ?* » s'interroge le journal en ligne « *Non, pas du tout.* » Répond Antoine Berth porte-parole de ce mouvement et membre de Génération Z « *Éric Zemmour assume complètement, il nous a rendu visite à plusieurs reprises ces dernières années. Une seule petite gymnastique : on met notre casquette monarchiste dans notre poche quand on milite à Génération Z.* » Dans l'entourage d'Éric Zemmour, on assure effectivement que l'appartenance à l'Action française n'est pas un problème pour faire partie de l'équipe de pré-campagne. Emmanuel Crenne, ex-conseiller RN en Occitanie, est le coordinateur régional du staff Zemmour en Occitanie, au moins depuis le mois de juin. Il est aujourd'hui mis en examen pour injure publique après avoir lancé à la présidente de Région, Carole Delga, le jour lors de l'intrusion violente des militants de l'AF : « *Je vous rappelle ici votre trahison et votre collaboration avec l'islamo-gauchisme [...] je vous dis donc pour terminer "vive le roi".* » Autres militants d'extrême-droite très présents dans les équipes de pré-campagne : les anciens de Génération identitaire. L'un d'eux est le coordinateur départemental des parrainages de maires en Haute-Garonne. Plus près de nous, Richard Roudier, le fondateur de la Ligue du Midi, était encore récemment Coordinateur régional du pôle sécurité d'Occitanie dans l'équipe Zemmour « *Depuis il aurait été « exfiltré » des listings* ». L'équipe sécurité d'Occitanie compte aussi plusieurs anciens responsables des forces de l'ordre, militaires à la retraite, gendarmes en disponibilité ou même policiers ainsi qu'un spécialiste en karaté, proche de la Ligue du Midi. Ce dernier a fait l'apologie de l'idéologue antisémite Hervé Ryssen sur son compte Facebook.

Autre exemple, Jean-Luc Corronel de Boissezon a fait la claque lors du show Zemmour à Béziers pour que Robert Ménard apporte sa signature au polémiste raciste ! Cet ancien professeur, condamné comme un des principaux responsables du commando violent de la fac de droit de Montpellier, continue d'enseigner dans l'école privée de Marion Maréchal.

23 octobre. Passe d'armes via les médias entre les deux « pôles » de l'extrême-droite. Éric Zemmour estime que Marine Le Pen est « *enfermée dans une sorte de ghetto ouvrier et chômeur* », qu'elle s'adresse surtout à la classe ouvrière avec un discours pratiquement « *gauchisant* » quand elle parle de la retraite à 60 ans, de l'augmentation du SMIC, et avec son silence sur les mutations sociétales (mariage pour tous, GPA, PMA, etc.) et son divorce d'avec la bourgeoisie chrétienne. De son côté, Marine Le Pen a répondu en affirmant « *Éric Zemmour n'a aucune chance d'être au second tour* » car il ne peut séduire que les catégories bourgeoises et qu'« *il faut être le président de tous les Français, quelles que soient leurs catégories sociales, leurs origines, leurs religions, leurs opinions politiques* ». Au « *buzz permanent* » d'Éric Zemmour, Marine Le Pen préfère opposer la « *véritable rupture que les Français attendent.* ».

25 octobre. Le conseil municipal de Béziers a voté une avance de 400 000 € remboursable sur deux ans à la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui gère maintenant, pour la ville, les comptes du club de rugby de l'ASBH. De plus, le maire a décidé de ne plus rendre public l'audit effectué depuis plus d'un an sur la situation financière du club. Nicolas Cossange (élu PCF) a dénoncé vivement cette nouvelle aide : *« C'est par une interview dans la presse locale que vous avez introduit ce point du conseil municipal. C'est dire votre conception de la démocratie... C'est d'argent public dont nous parlons. Investissez en votre nom propre dans l'ASBH si vous le souhaitez mais en attendant vous avez des comptes à rendre, d'autant plus que vous nous demandez de faire une avance remboursable. »*. Et encore, *« Vous dites, toujours dans la presse, que la gestion du club n'a pas été orthodoxe. Il est facile de jouer les magnanimes en mettant la poussière sous le tapis. Pourquoi n'engagez-vous pas des poursuites judiciaires avec la commune ? »* Anne-Marie Raysseguié (liste du centre droit) a poursuivi en demandant *« À quoi vont servir ces 400 000 € ? Pour s'assurer du remboursement est-ce qu'il serait possible d'avoir un prévisionnel ? ... En cas de grosses perturbations, quid des responsabilités juridiques et financières de notre ville ? »* Même demande pour l'autre élu d'opposition Christophe Huc (centre droit) *« Aujourd'hui vous nous demandez de voter une avance de 400 000 €, sans avoir d'éléments... moi, en l'état des choses, je ne peux pas décemment voter pour. Vous nous demandez la confiance mais vous seul avez le contrôle. »*. De son côté, l'élu écologiste Thierry Antoine a regretté (tout en votant pour) *« le manque d'informations des conseillers municipaux d'opposition. »* et de préciser *« Vous l'avez dit à la presse, c'est la lecture de l'audit qui a décidé la création de la SCIC. Du coup cet audit est un document absolument nécessaire au conseil municipal pour juger et pouvoir voter en toute connaissance de cause sur les délibérations qui la concernent. D'ailleurs ces délibérations pourraient être entachées d'illégalité s'il s'avérait que des documents n'ont pas été produits au conseil municipal »* Robert Ménard a alors répondu *« Lorsqu'il y a des négociations tous les éléments ne sont pas mis sur la table. La transparence a des limites... Avant on donnait en gros un million par an au club et la moindre des choses c'était d'avoir un droit de regard. »*. Sauf qu'il est seul à avoir ce droit de regard (avec l'argent des Biterrois). La décision de ne pas communiquer cet audit a été commenté dans un éditorial du Midi Libre par ces mots *« Cela laisse planer une zone d'ombre sur les conditions dans lesquelles le club de rugby a été racheté par la Ville et par ricochet, sur le véritable coût pour les contribuables. »* À noter également qu'au cours de ce conseil municipal, les élus ont approuvé l'attribution de la concession d'aménagement pour le renouvellement urbain du centre-ville à la société Viaterre (amie du maire). Ainsi Thierry Antoine (Élu EELV) a redemandé *« Pourquoi refuser aux élus d'opposition d'être membre des réunions de la commission d'attribution de ces projets ? »*. Réponse, oh combien révélatrice du maire *« L'écologie n'est pas votre propriété. L'environnement n'appartient à aucun parti. Et il y a des lieux où l'opposition siège et d'autres non. C'est un choix. Les élections ont tranché »*.

25 octobre. À Albi dans le Tarn (81), deux étudiants (dont un représentant du syndicat étudiant de la CGT) se sont fait agresser par des militants de Génération Identitaire, (Patria Albige). L'un d'entre eux a été roué de coups au sol et subi des traumatismes qui l'ont conduit aux urgences. Cette agression a eu lieu en plein centre-ville à 22h alors que les camarades rentraient chez eux. Ce groupe fasciste voudrait faire régner la terreur dans la ville. Récemment ils ont aussi attaqué un militant portant un drapeau anarcho-syndicaliste dans le cadre d'une manifestation contre le pass sanitaire. Une coordination antifasciste tarnaise s'est constituée afin que la ville ne soit pas envahie par ces idéologies et ces pratiques.

28 octobre. Suite à l'information sur les violences contre les centres de vaccinations (voir le 8 octobre) Le journal Le Parisien a pu mettre la main sur le grand projet de coup d'État des proches du

complotiste Rémy Daillet. L'ancien cadre du MoDem avait ainsi mis en place « *une incroyable organisation clandestine nationale, structurée en cellule régionale* ». Il s'agissait de prendre l'Élysée en mobilisant un maximum de gens, de manifestants. Un coup d'État dont le nom de code était "Opération Azur". Un des complices de Rémy Daillet a détaillé le "plan secret" lors de sa garde à vue. Réfugié en Malaisie, Rémy Daillet nomme deux anciens haut-gradés de l'armée pour développer la branche militaire du mouvement. Christophe M, 63 ans, est alors nommé « Officier recruteur ». Sa mission était de trouver des capitaines de région, de coordonner les actions, de sélectionner les troupes et de préparer l'attaque finale. Des conversations font état d'actions chocs à réaliser pour intégrer le réseau. Destruction d'antenne 5G, attaque contre des centres de vaccination ou des lieux de stockage du vaccin au moyen de cocktails Molotov. Plus préoccupant encore, le plan prévoyait des agressions ciblées envers des journalistes "hostiles" et des éditorialistes connus dont les adresses ont été retrouvées lors des perquisitions. Au terme du processus, les partisans devaient ensuite prendre les armes et se diriger vers la capitale. Un projet dont Remy Daillet sait qu'il ferait "couler le sang". Selon Le Parisien, l'organisation revendiquait près de 300 personnes dont des policiers et gendarmes.

28 octobre. Le même jour Robert Ménard était l'invité de France Inter. Interrogé sur les propositions d'Éric Zemmour ou de Marine Le Pen, il a expliqué « *partager les mêmes constats qu'eux, notamment sur la question de l'immigration, mais être en désaccord sur les réponses à apporter* ». Par exemple « *Quand Éric Zemmour parle de re-émigration, je lui ai dit ça n'a pas de sens. Moi dans ma ville, deux tiers des enfants sont issus de l'immigration dans les écoles publiques et moi, ce que je veux, c'est les intégrer.* » Il oublie juste de préciser que dans « sa » ville, il les stigmatise régulièrement et les rejette systématiquement. Il a aussi un désaccord avec son ami Éric sur la suppression du permis à point. Pour lui, « *enlever le permis à point, c'est brosser dans le sens du poil des électeurs.* ». Ensuite au cours de l'interview, il a affirmé « *Sur les questions économiques, Marine Le Pen a un programme qui n'est pas réalisable : la pire des choses pour les politiques, c'est de faire des propositions dont ils savent qu'on ne peut pas les mener à bout* ». Tout cela pour finalement centrer le débat sur sa personne « *Peut-être que ce qui me sépare d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen c'est qu'à leur différence, je dirige un exécutif* ».

29 octobre. Le journal fascisant Breizh-Infos publie une interview d'Alain de Benoist (chantre de la nouvelle droite et invité de Robert Ménard à Béziers). L'article autour de la candidature d'Éric Zemmour, est très rapidement mis en ligne par les identitaires de la Ligue du Midi. Alain de Benoist explique « *Toute campagne présidentielle en France a ses coups de théâtre et ses événements imprévus. Cette année, c'est le phénomène Zemmour. Je le regarde avec curiosité – mais aussi avec détachement, tant je reste convaincu qu'aucune élection, fut-elle présidentielle, ne peut créer les conditions de la véritable révolution dont notre peuple a besoin* ».

30 octobre. Bruno Lemaire, ancien conseiller municipal d'opposition (2014-2020) à la ville de Perpignan avec Louis Aliot, puis un temps conseiller économique de Marine Le Pen, prend la tête du mouvement d'Éric Zemmour dans les Pyrénées-Orientales. Il a été un cadre de la fédération FN-RN pendant dix ans. Durant cette période, il a été de tous les combats aux côtés de Louis Aliot. Après avoir pris du recul dans la politique ces deux dernières années, quittant même le Rassemblement national en janvier 2020, voilà donc qu'il revient sur le devant de la scène. Pour connaître ses idées, il faut savoir qu'en avril 2013, il envoyait un message sur Facebook où il affirmait tranquillement : « *Il n'est pas contraire à la réalité de penser que le lien des juifs aux puissances financières est une vérité historique - et encore actuelle* » Puis en avril 2015, sa réponse à un message « *Valls a clairement l'objectif de l'extermination ethnique des chrétiens* » était « *Valls, je ne sais pas, Cazeneuve, Hollande et Taubira sûrement* ». Plus récemment, en septembre 2018, il affirmait « *L'histoire de l'Islam en*

Europe, c'est l'histoire d'une invasion continue, que les Francs de Martel ont contenu en 732 pour la France, et qui est allée jusqu'aux portes de Vienne au XVI^e siècle. On a vu ce que les Turcs ont fait aux Arméniens en 1917. Veut-on qu'il en soit de même ? » Le même mois, il retweetait un message d'un militant d'extrême-droite où une photo-peinture d'une famille traditionnelle catholique est accompagnée d'un texte « *Voici ce que les médias détestent maintenant : une petite famille blanche, unie, Chrétienne, pas de Gay, de Transgenres, d'Islamistes, de Noirs etc.* »

30 octobre. L'éditorial du *Midi libre* reprend une brève du *Canard Enchaîné* sur la disparition de *La Pieuvre du Midi* des rayons de la Médiathèque André Malraux (MAM) de Béziers. Le journal satirique national explique que l'abonnement n'a pas été reconduit car *La Pieuvre du Midi* « *ne vantait pas assez les belles réalisations de la municipalité.* ». Aussi le *Midi libre* explique que Robert Ménard a affirmé, lors de son interview à France Inter « *Je défends la liberté de la presse et les droits de l'Homme.* » et le journal régional de conclure « *Nous ne sommes pas assez perfides pour ajouter que cela dépend de quelle presse et de quels hommes* ».